

SÃO PAULO, BRÉSIL

22 / 04 / 2019 > 03 / 05 / 2019

ÉCOLES / UNIVERSITÉS PARTENAIRES

Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade Federal do Rio Grande do Sul (FA-UFRGS), Porto Alegre, Brésil

Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade de São Paulo (FAU-USP), Brésil

Facultad de Arquitectura y Urbanismo de la Universidad Central de Venezuela (UCV), Caracas, Venezuela

École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette (ENSAPLV), Paris, France

ENSEIGNANTS : FA-UFRGS : João Farias Rovati / FAU-USP : Jorge Bassani, Camila D'Ottaviano, Karina Leitão, Caio Santo Amore, Estevam Vanale Otero / UCV : Florinda Amaya De Querales / ENSAPLV : Marc Bourdier, Claudio Secci

INTERVENANTS : FAU-USP : Filipe Andrade, Carina Correa, Isabella De Bonis, Gabriel Enrique, Analu Garcia Borges, Laís Granado, Rogério Maués, Marcela Monteiro, Adriana Luz Sabadi, Heitor Seemann, Claudia Silva, Flavia Tadim Massimetti, João Paulo Vera

INTERVENANTS D'AUTRES UNIVERSITÉS AU BRÉSIL : Rayla Alencar, Universidade CEUMA, Maranhão ; Vanessa Oliveira Amaral, Universidade

23°S

Anhembi Morumbi ; Ricardo De Almeida, Instituto de Pesquisas Tecnológicas/Mestrado Profissional em Habitação ; Kaique De Araújo Trugilo, Centro Universitário Nossa Senhora do Patrocínio ; Renata De Ávila, architecte ; Jéssica De Souza, architecte ; Débora Dossiatti De Lima, Escola de Administração de Empresas de São Paulo — Fundação Getúlio Vargas ; Glecia Lima, Universidade Anhembi-Morumbi ; João Augusto Lima Guedes, Universidade de Brasília ; André Olio, Centro Universitário da Fundação de Ensino Octávio Bastos ; Andreia Sabino Silva, Universidade Federal do ABC ; Gabriela Katie Silva Morita, Escola Politécnica da Universidade de São Paulo ; Isadora Teodoro, Pontifícia Universidade Católica do Rio Grande do Sul, Porto Alegre

CONFÉRENCIERS INVITÉS : Bruno C. E. Mello, FA-UFRGS; Denise Morado Nascimento, Escola de Arquitetura da Universidade Federal de Minas Gerais, Belo Horizonte (EA-UFMG); Eduardo A. C. Nobre, FAU-USP

LIEUX DE TRAVAIL ET PERSONNES IMPLIQUÉES

OCUPAÇÃO 9 DE JULHO : Carmen Silva, coordinatrice MSTC / OCUPAÇÃO RIO BRANCO, Av. Rio Branco, n. 47 e n. 49 : Carmen Silva, coordinatrice MSTC; M. Almir et Mme Fatima, habitants / OCUPAÇÃO RIO BRANCO, Av. Rio Branco, n. 53 : Mme Jomarina, coordinatrice MMCR; Mmes Eleana, Marcão, Nilda et Nívia, habitantes / OCUPAÇÃO CASARÃO QUINTINO BOCAIUVA, Rua Quintino Bocaiuva, n. 242 : Mme Beth, coordinatrice MSTC; M. Abraão, Mme Arsilene, M. Carlos Mario, Mme Domingas, M. Eraldo, M. Hyppolite, M. Jetro, M. João, Mme Maria, M. Mauricio, M. Miguel, Mme Rosa, Mme Rosana, habitants / OCUPAÇÃO JOSE BONIFACIO, Rua José Bonifácio, n. 237 : Mme Conceição, coordinatrice MMCR; Mme et M. Alves, Mme Bia, M. Celio, Mme Daniela, Mme Darlene, Mme Denise, Mme Francisca, Mme Fernanda, M. Johnson, Mme Luzia, Mme Sheila, habitants

ÉTUDIANTS

FAU-USP : Guilherme Da Costa Meyer, Andreia Feitoza De Oliveira, Ana Flávia Lima Da Silveira, Beatriz Moraes De Andrade, Elizabeth Othon De Souza, Mariana Pamplona, Elisa Zocca Carneiro

UCV : Irene Isabel Eseverri Marquez, Gabriel Andres Garcia Salinas

ENSAPLV : Steven Babin, Vagator Camus, Miriam Bue Diaz, Mouna Deghali, Amélie Diemert, Hind Elhaïmer, Alexandre Gravier, Nadia Kouddane, Manuela Navarro, Émilie Schumacher, Mélina Vigourous

APPUI INSTITUTIONNEL : Direction générale du patrimoine, ministère de la Culture

SÃO PAULO LES SQUATS (OCUPAÇÕES) : SE LOGER, LUTTE ET RÉSISTANCE À SÃO PAULO

Marc Bourdier et Claudio Secci

Dans le cadre de la coopération France et Mercosur +, qui implique l'ENSAPLV et ses partenaires de six pays d'Amérique du Sud, l'université de São Paulo (USP) a accueilli à deux reprises, en 2018 et 2019, deux workshops traitant du même enjeu : l'autoproduction urbaine.

Le workshop de 2018 a abordé, en périphérie sud de São Paulo, à Grajaú, sur l'île de Bororé, la question des favelas. Celui de 2019 s'est intéressé aux *ocupações* (ou «squats d'immeubles abandonnés») dans le centre ancien de São Paulo.

Traiter des *ocupações* après avoir abordé les favelas a permis d'élargir le regard sur la ville autoproductrice. L'observation de territoires urbains peu aptes à l'urbanisation (lits de rivière, fortes pentes, réseaux d'eau, d'électricité, d'égouts, etc.) s'est déplacée vers celle des territoires du centre hyperéquipé de la métropole pauliste.

Travailler en 2019 sur les *ocupações* : un workshop de résistance

Entre le workshop de 2018 et celui de 2019, un événement majeur est intervenu au Brésil : l'élection à la présidence de la République de Jair Bolsonaro, qui, durant la campagne électorale, a annoncé vouloir supprimer les

ocupações, en les criminalisant et en qualifiant leurs occupants de «bandits». Cette élection a donc touché directement le workshop prévu, et la question s'est posée de participer ou non à une activité dans un pays dont le nouveau président, d'extrême droite, venait d'afficher une telle position.

La réponse à cette question n'appartenait pas seulement à l'ENSAPLV. Elle est venue de nos partenaires de l'USP, qui, après l'élection, ont adopté une position très claire : ils ont insisté pour maintenir le workshop face aux annonces anti-squats de leur gouvernement. Cette position, dont nous avons discuté ensemble et que nous avons approuvée, exprimait donc le rôle nouveau donné à notre action : le workshop 2019 serait un lieu de résistance.

Dès lors, l'évolution de la situation politique et sociale, instable et imprévisible, allait déterminer le cadre opérationnel du workshop. Cette incertitude concernait en particulier le choix des *ocupações* à retenir pour le travail et la manière de leur être utile dans ce contexte. *In fine*, le «9 de Julho», *ocupação* emblématique, est devenu le quartier général du workshop : sa position géographique centrale a permis d'en faire le lieu de nos réunions et de nos repas

— ce qui, moyennant une somme modique, permettait de soutenir le MSTC (Movimento Sem Teto do Centro, «Mouvement des sans-toits du centre»). Trois autres *ocupações*, plus fragiles, ont été identifiées comme pouvant être aidées par le workshop. D'autres feraient l'objet de visites (Hôtel Cambridge).

La première semaine du workshop 2019 a été consacrée à la découverte des *ocupações* par des visites in situ, ainsi que par des cours présentant celles-ci en lien avec le développement de la ville. La seconde semaine a été le temps d'un travail intensif dans les *ocupações* (relevés habités, entretiens, projets et microactions). Cette immersion et ces travaux ont été rendus possibles grâce à la grande confiance que nos partenaires de l'USP ont construite entre eux et les mouvements dans certaines *ocupações*.

Une hypothèse : les *ocupações* comme forme d'urbanisation

Pourquoi a-t-on vu apparaître les *ocupações* dans le centre de São Paulo ? Autrement dit, pourquoi des immeubles se sont-ils vidés ? Quel a été le processus de dévalorisation conduisant à l'abandon de ces bâtiments et de ce centre ? Quelle était la réalité du marché immobilier expliquant cette obsolescence ?

À partir des années 1960, le centre de São Paulo a commencé à souffrir d'une diminution de sa population. Les classes aisées se sont déplacées vers la périphérie. L'augmentation de la vacance immobilière s'est accompagnée d'une détérioration des espaces urbains et des bâtiments. Cette période a aussi connu une incroyable croissance. Le centre ancien de São Paulo est devenu une ville de services. En même temps, la croissance a conduit à l'extension de la métropole, et les personnes travaillant dans le centre ont vu la durée quotidienne de leur trajet domicile-travail augmenter de façon démesurée.

De ce fait, la période de 2000 à 2010 a vu arriver dans le centre de São Paulo des classes plus populaires. Celles-ci sont venues s'y installer afin de se rapprocher de leur lieu de travail en se logeant dans des *ocupações*. Selon un recensement du Secretaria Municipal de Habitação datant de mai 2018, il existerait dans le centre ancien 53 *ocupações* abritant 3 300 familles, et environ 71 immeubles qui seraient vides!

Les *ocupações* constituent donc un processus de récupération de bâtiments non occupés dans le centre des villes brésiliennes, le tout organisé par des mouvements sociaux très puissants, à l'échelle tant locale que nationale. Le plus ancien est le FLM (Frente de Luta pela Moradia, « Front de lutte pour le logement »), berceau et tête actuelle des autres mouvements tels

que ceux que nous avons rencontrés : le MSTC ou le MMRC (Movimento de Moradia da Região do Centro, « Mouvement pour le logement de la région Centre »). Et il y a en a bien d'autres.

Ces *ocupações* se révèlent une alternative résidentielle pour les classes populaires qui n'ont pas accès à un logement bon marché dans le centre de São Paulo. Les habitants d'une *ocupação* travaillent pour la plupart dans les services (nettoyage, santé, etc.) ou dans la construction. En conséquence, les *ocupações* constituent une forme de logement qui répond non seulement à la demande des populations précaires, mais aussi et surtout à celle des personnes actives dans le centre.

Par ailleurs, des entretiens in situ ont révélé que les habitants des *ocupações* ont développé des stratégies résidentielles sophistiquées. Ils se déplacent d'une *ocupação* à une autre lorsque le lieu de leur emploi change. Certains ont un ou plusieurs autres logements, notamment dans des favelas de la périphérie, où loge leur famille. Parfois, cet autre logement n'est pas occupé, mais reste une alternative résidentielle. Il peut également être une source de revenus (location).

Depuis la fin du XX^e siècle, ce processus d'occupation est aussi devenu une revendication pour le droit au logement. Les mouvements engagés dans cette lutte s'appuient sur la loi du

10 septembre 1962, stipulant que les bâtiments doivent remplir leur fonction sociale : «ART. 1. L'expropriation d'intérêt social s'appliquera pour promouvoir une répartition équitable de la propriété et/ou de la condition de son usage au service de la protection sociale.»

De manière générale, ce processus d'occupation constitue une véritable lutte pour le droit à l'éducation, à la santé, aux loisirs, à la culture et à la mobilité. C'est une lutte pour la qualité de vie et le droit à la ville.

Ainsi, en guise d'orientation du travail, l'hypothèse suivante a été posée : les squats, plus que de simples occupations, seraient une forme d'urbanisation, une manière de penser et de produire la ville.

Les *ocupações* du centre de São Paulo : un phénomène diversifié

Dans le contexte du processus de délabrement du centre de São Paulo, les *ocupações* naissent dans des bâtiments dont l'abandon a été provoqué par une obsolescence fonctionnelle et une localisation surannée dans le territoire métropolitain. Chaque cas présente en outre une configuration spatiale et une histoire distinctes. La fonction initiale de l'édifice concerné (hôtel, bureau, cinéma, etc.) offre en effet des capacités spécifiques pour accueillir l'habitation. L'organisation en interne de chaque édifice occupé diffère selon le mouvement qui le gère.

Certains mouvements, comme le MSTC, ont adopté des règles très strictes relatives aux bénéficiaires d'un édifice occupé, mais aussi aux travaux à entreprendre (logements alignés, couloirs clairement définis, qualité des installations électriques, etc.). D'autres mouvements sont plus permissifs (accès moins contrôlés, transformations réalisées au gré des besoins de chaque famille, etc.).

Par ailleurs, les édifices occupés ne sont en principe pas censés abriter des activités de travail, et le fort contrôle à l'entrée de chaque immeuble vise surtout à ne pas y laisser pénétrer le commerce de la drogue ou des armes.

Des règles de vivre-ensemble sont à respecter et chaque occupant a aussi des devoirs : il se doit d'être constamment actif, de contribuer à la vie de l'édifice occupé en participant aux réunions et éventuellement à l'occupation d'un autre bâtiment, en prenant en charge des tâches pour la communauté, etc. Cette exigence n'est pas de tout repos, et ceux qui ne participent pas peuvent être expulsés.

La rigueur des règles à respecter dans une *ocupação* est fortement liée également au leadership local («*liderança*»). Elle dépend de la personnalité du leader-coordonateur, mais aussi du mode de fonctionnement du mouvement impliqué : organisation pyramidale ou horizontale. Aujourd'hui, à São Paulo la *liderança* des onze mouvements impliqués dans des édifices occupés est portée par onze femmes.

Le processus de développement d'une *ocupação* peut prendre deux formes principales. S'il est porté par les mouvements, il est le lieu d'une lutte permanente. Ceux-ci gèrent et financent tout : de l'invasion à la résistance pour rester sur place, des petits travaux exécutés par petites touches au gré des possibilités financières, à l'occupation d'autres lieux. S'il est porté par les autorités publiques, il entraîne des rénovations lourdes qui s'inscrivent dans le PMCMVE (Programa Minha Casa, Minha Vida Entidades), créé en 2009. À travers ce programme, la municipalité exprime de grandes exigences concernant la mise aux normes, les qualités constructives et d'usage de la rénovation. De fait, les travaux engagés sont importants. Pendant leur durée, les habitants doivent donc se loger ailleurs, souvent dans d'autres édifices occupés du mouvement. La plupart réintègrent leur immeuble ensuite. Leur participation financière consiste à verser 10 % de leurs revenus pendant dix ans. Un tel processus est à l'œuvre actuellement à l'Hôtel Cambridge.

Apprendre des *ocupações* en observant et en projetant : trois études de cas

Les *ocupações* retenues par les organisateurs du workshop, «José Bonifácio», «Rio Branco» et «Casarão Quintino Bocaiúva», se trouvaient chacune à un stade différent d'avancement dans le processus d'occupation.

Les étudiants ont été invités à inscrire leurs travaux dans deux perspectives de projet :

> le « faisable » : ce qui peut se faire à court terme, ici et maintenant ; autrement dit, proposer une action concrète réalisable rapidement par chaque équipe du workshop ;

> le « stratégique » : poser la question du long terme et proposer une action qui pourra être réalisée quand on en aura les moyens (après le retour à Paris, la distance a aidé à développer cette seconde perspective).

L'*ocupação* «Casarão Quintino Bocaiúva» (Rua Quintino Bocaiúva, 242) a pris place dans une belle maison de ville du vieux São Paulo. En consultant la presse (*Folha da Manhã*, 1^{er} janvier 1950), on apprend que cette maison était occupée jadis par des activités de ventes aux enchères et de liquidations judiciaires, et qu'elle abritait à l'étage une salle d'une grande hauteur sous plafond et des bureaux.

La maison Casarão a connu son heure de gloire lors de la croissance économique de São Paulo, durant la première moitié du xx^e siècle. Son activité a périéclité au fil du temps, avec la désertification progressive du centre-ville, et elle a fini par être complètement abandonnée. Aujourd'hui, la façade est classée, mais elle est partiellement défigurée par deux étages de parkings construits en sous-œuvre. Abandonné, le reste de la maison a été occupé par des personnes cherchant à se loger dans le centre.

L'occupation a eu lieu le 29 octobre 2012. Les deux étages supérieurs, constitués de pièces

de dix-sept mètres carrés, ont été transformés en logements. La grande salle a été découpée en une dizaine de pièces-logements sans éclairage naturel ni fenêtre. Les sanitaires (w.-c. et salles de bains) sont partagés. Dans cette partie logent vingt-sept familles, principalement des couples ou des personnes seules.

En termes de projet, l'idée est apparue de penser le devenir de la maison à partir de l'ancienne salle de vente aux enchères, parce que c'est le plus bel espace de la maison. Cependant, les logements qui y sont installés sont privés d'air et de lumière naturelle. Mais alors, fallait-il conserver et améliorer les logements existants? Ou bien redonner sa splendeur à la grande pièce et, si oui, pourquoi?

Ces questions ont été croisées avec celles qui se posent au MSTC. Celui-ci rencontre actuellement des problèmes dans ses deux *ocupações* phares : le « 9 de Julho », qui risque l'expulsion, et l'Hôtel Cambridge, dont la rénovation, portée par la municipalité, menace de s'arrêter à tout moment en raison de possibles ruptures de fonds publics.

Le projet a donc considéré que l'avenir de cette maison Casarão devait être lié à celui du MSTC. Deux scénarios ont été dessinés. Dans le premier, Casarão est perçu comme un lieu d'accueil pour les personnes venant d'autres lieux occupés; il s'agit donc ici d'améliorer les conditions de tous les logements, et même d'en

construire de nouveaux. Dans le second scénario, la grande salle occupée pourrait redevenir une salle de réunion et, ainsi, faire de Casarão la nouvelle base du MSTC.

L'*ocupação* « José Bonifácio » (Rua José Bonifácio, 237) se situe dans le quartier central de Sé. Elle a pris place dans un édifice construit en 1930-1940 à des fins commerciales et de services, qui offre des plateaux libres à chaque étage, organisés autour d'un noyau technique comprenant un escalier, deux ascenseurs, deux points d'eau et les réseaux électriques. L'édifice a été abandonné autour des années 2000, après la décentralisation de ses activités vers un nouveau centre, l'Avenida Paulista, au moment où il appartenait à l'INSS (Institut national de sécurité sociale). En octobre 2012, il a été occupé par le FLM et l'un de ses sous-mouvements, le MSTC. Selon des témoignages, il était alors rempli de poubelles et d'animaux. Actuellement, l'occupation est gérée par le MMCR, proche du MSTC, qui s'intéresse également à la sensibilisation et à l'émancipation des habitants. Aujourd'hui, onze étages du bâtiment sont habités par 118 familles, soit près de 350 personnes, dont 87 enfants.

Si le plan libre des étages a permis une subdivision circonstanciée de chaque logement, l'aménagement a exigé un fort investissement, technique et financier, de la part des habitants, pour tirer tous les tuyaux d'alimentation en eau et les câbles nécessaires depuis le noyau tech-

nique vers la dizaine de logements que compte chaque étage. Cette subdivision a laissé très peu de place pour les espaces communs, qui sont réduits au minimum à l'étage. Néanmoins, des formes de partage existent : machines à laver collectives, atelier de construction pour l'*ocupação*, cuisine pour plusieurs personnes, etc. Ces activités naissent au gré des onze étages selon les initiatives, les besoins et les désirs des habitants. Le rez-de-chaussée, quant à lui, est devenu l'espace de la communauté, avec sa salle pour les réunions, les fêtes et autres cérémonies, sa bibliothèque, sa ludothèque et le bureau du mouvement.

La question des « communs » étant centrale ici – car elle préoccupe la communauté habitante eu égard aux actions en cours – deux projets ont été esquissés :

> à court terme : réaliser une ludothèque au rez-de-chaussée (les travaux ont été exécutés durant le workshop avec des ouvriers du mouvement);

> à moyen terme : un projet est prévu selon les modalités du PMCMVE, qui devrait permettre de rénover l'immeuble en le mettant aux normes et en supprimant vingt-trois logements, tous les habitants devant alors quitter les lieux durant les travaux. Or, vu l'investissement nécessaire et la position du gouvernement contre les *ocupações*, les suppressions de financements sont probables. Un projet alternatif, qui met en avant

les «communs» comme guide des actions, a été proposé, avec maintien sur place des occupants pendant les travaux.

L'*ocupação* «Rio Branco» s'est installée dans trois bâtiments contigus construits en 1960-1970, chacune avec son programme précis : deux hôtels (au n° 47, un édifice de trois étages; au n° 53, un édifice de six étages) encadrant une salle de cinéma (n° 49). Depuis 2011, elle est gérée par deux mouvements du FLM : au n° 47, le MSTC; au n° 53, le MMRC. Les trois bâtiments abritent 142 familles, soit 550 personnes, dans des unités de logement allant de cinq à vingt mètres carrés.

Destinés initialement à la résidence, les deux hôtels ont été faciles à occuper, chaque chambre-logement ayant une salle de bains éclairée et ventilée. Les logements ajoutés en toiture ont, eux, des sanitaires communs. En majorité, les logements sont des résidences permanentes.

La salle de cinéma, obscure et non ventilée, a été quant à elle plus difficile — avec peu de moyens — à transformer en logements. La salle et sa scène sont occupées pourtant par une dizaine de chambres-logements, les toilettes du cinéma étant reconverties en salles d'eau communes. Peu confortables, ces chambres-logements sont sujettes à une forte rotation des occupants, mais elles répondent tout de même à une demande pour des séjours de courte durée.

L'occupation du bâtiment du cinéma est le fait de deux mouvements différents : au MSTC, la salle de cinéma; au MMRC, le rez-de-chaussée, sorte de garage, servant de salle de jeux et de lieu de réunion. Jusqu'à il y a peu, les deux mouvements ne dialoguaient pas entre eux. Or les réunions ont repris. Cette opportunité a été saisie comme une première accroche du projet. Partant de là, trois formes possibles de projets ont été imaginées :

- > un projet communautaire, avec la reprise des discussions entre les deux mouvements permettant d'imaginer un projet en commun. Le rez-de-chaussée du cinéma pourrait devenir, par des interventions simples, le «Passage Jomarina Carmen» (prénoms des deux coordinatrices), offrant des services pour l'*ocupação* et le quartier. La salle de cinéma, peu propice à l'habitation, pourrait se transformer en lieu de réunion des mouvements;

- > un projet technique à court terme avec des microactions visant à faciliter l'aération de chaque pièce, à installer une buanderie collective et à améliorer la ventilation des bâtiments en repensant leur distribution en façade, ce qui permettrait aussi d'agrandir les logements;

- > un projet urbain sur les terrains de l'hôtel-cinéma et des deux grands parkings adjacents, qui ont récemment fait l'objet d'un projet de Cité du cirque (Piolin Circus School Project), dont le maître d'ouvrage était la mairie de São Paulo. Les mouvements l'ont fait capoter.

Si la municipalité a déjà entrevu la possibilité de considérer ces terrains pour un projet, elle pourrait viser un projet de logement social. L'outil existe : le Programa Minha Casa, Minha Vida Entidades.

L'importance pour un mouvement d'avoir des projets

Carmen Silva, coordinatrice du MSTC, peut nous aider à conclure cette expérience hors norme de workshop sur le thème «Les squats : se loger, lutte et résistance à São Paulo». Pour aider une *ocupação*, il faut, selon elle, des compétences diverses et multiples. Mais elle insiste sur l'importance d'avoir des projets qui sont utiles non seulement techniquement, mais aussi et surtout politiquement, car ils permettent de soutenir des revendications. Militer, mais en avançant des propositions : «Avoir des projets c'est se doter d'outils politiques pour revendiquer des droits et des aides!»

SÃO PAULO OCUPAÇÕES : MORADIA, LUTA E RESISTÊNCIA EM SÃO PAULO

Tradução feita por João Farias Rovati, Professor da UFRGS, Porto Alegre

No quadro da cooperação França & Mercosul+, que envolve a ENSAPLV e parceiros de seis países sul-americanos, a Universidade de São Paulo (USP) sediou, em 2018 e em 2019, duas oficinas tratando do mesmo tema: a autoprodução urbana.

Em 2018, na ilha do Bororé (bairro Grajaú, zona sul de São Paulo), a oficina abordou questão das favelas.

Em 2019, tratou das ocupações de edifícios abandonados no centro histórico de São Paulo.

Tratar das ocupações logo depois das favelas permitiu ampliar o olhar sobre a cidade autoproduzida. A observação de territórios urbanos pouco propícios à urbanização (como leitos de rios, encostas íngremes, sem água, luz, rede de esgoto, etc.) se deslocou então para os territórios do centro superequipado da metrópole paulista.

Trabalhar nas ocupações : uma oficina de resistência

Entre as oficinas de 2018 e de 2019, houve um evento importante do Brasil: a eleição de Jair Bolsonaro para a presidência da República.

Durante a campanha eleitoral, o novo presidente anunciou que pretendia abolir as ocu-

pações, criminalizando os ocupantes e chamando-os de “bandidos”. A eleição, portanto, afetou diretamente a oficina planejada, levando ao questionamento se deveríamos ou não participar de uma atividade realizada em um país cujo presidente, de extrema direita, assumia tal posicionamento.

Esse questionamento não envolvia apenas a ENSAPLV, mas também nossos parceiros da USP – os quais, depois das eleições, assumiram uma posição clara: diante das declarações do presidente, fizeram questão de manter a oficina.

Esta decisão, depois de debatida e aprovada pelos diferentes parceiros, resultou na atribuição de um novo papel à ação: a oficina de 2019 seria também um lugar de resistência.

Desde então, a evolução da situação política e social do país, instável e imprevisível, determinaria o quadro operacional da oficina. Nossas incertezas relacionavam-se, em particular, à escolha das ocupações e a como lhes ser útil neste contexto.

Por fim, foi escolhida como sede da oficina a ocupação 9 de Julho, espécie de emblema das ocupações. Sua posição geográfica central permitiu torná-la o local de nossas reuniões

e de nossas refeições, que, adquiridas por um pequeno valor, viabilizava alguma poioao Movimento dos Sem Teto do Centro (MSTC). Foram escolhidas ainda outras três ocupações, mais frágeis, para as quais o trabalho das oficinas poderia colaborar. Outras ocupações seriam apenas visitadas, como foi o caso do Hotel Cambridge.

A primeira semana da oficina foi dedicada à descoberta das ocupações, a través de visitas in situ e de aulas que as situavam no contexto do desenvolvimento da cidade. A segunda semana foi de trabalho intensivo nas ocupações – levantamento dos edifícios, realização de entrevistas, projetos e micro-ações.

Esta imersão e este trabalho somente foram possíveis graças às relações de confiança construídas entre nossos parceiros da USP e os Movimento Sem determinadas ocupações.

Uma hipótese: as ocupações como forma de urbanização

Por que surgiram as ocupações no centro de São Paulo? Por que edifícios foram ali “esvaziados”? Que processo de desvalorização levou ao abandono desse centro e dessas edificações? Que “realidade do mercado imobiliário” explica essa obsolescência?

O centro de São Paulo começou a sofrer declínio de sua população a partir dos anos 1960. As classes abastadas foram se deslocando para a periferia. O aumento do número de imóveis vazios foi acompanhado pela deterioração dos edifícios e dos espaços urbanos. Foi um período marcado por notável crescimento. O antigo centro de São Paulo tornou-se então uma cidade de serviços. Ao mesmo tempo, a metrópole estendeu-se os que trabalhavam no centro viram seu tempo de deslocamento diário entre a casa e o trabalho aumentar desmesuradamente.

Com isso, no início dos anos 2000, começam a chegar ao centro de São Paulo as classes populares, que se instalam nas ocupações para estar mais próximas do local de trabalho. De acordo com levantamento da Secretaria Municipal de Habitação, em maio de 2018, existiam no centro antigo 53 ocupações, que abrigavam 3.300 famílias. E cerca de outros 71 edifícios ali localizados estavam vazios!

As ocupações, portanto, constituem um processo de recuperação de prédios desocupados no centro das cidades brasileiras, organizado por movimentos sociais fortes, tanto no plano local, quanto nacional. O mais antigo é a Frente de Luta pela Moradia (FLM), berço e cabeça de outros movimentos com os quais nos encontramos, como o Movimento dos Sem Teto do Centro (MSTC) e o Movimento de Moradia da Região do Centro (MMRC). E há muitos mais.

Estas ocupações estão se revelando ser uma alternativa residencial para as classes populares, que não têm acesso a moradias baratas no centro de São Paulo. Os moradores das ocupações, em sua maioria, trabalham em serviços (limpeza, saúde, etc.) ou na construção. Assim, as ocupações constituem uma forma de moradia que responde não só às necessidades das populações precárias, mas também e sobretudo das pessoas que trabalham no centro.

Entrevistas feitas in situ nos mostraram que os habitantes das ocupações desenvolvem estratégias residenciais sofisticadas. Por exemplo, mudam-se de uma ocupação para outra quando seu local de trabalho muda. Alguns possuem um ou mais locais de moradia, inclusive em favelas periféricas, onde vivem suas famílias. Às vezes, essa outra moradia não é ocupada, mas continua sendo uma alternativa residencial que também pode ser uma fonte de renda (aluguel).

Desde o final do século 20, esse processo de ocupação também se tornou uma reivindicação pelo direito à moradia. Os Movimentos que se empenham nesta luta tomam por base a lei nº 4.132 de 10 de setembro de 1962, que estipula que os edifícios devem cumprir a sua função social:

Art. 1º A desapropriação por interesse social será decretada para promover a justa distribuição da propriedade ou condicionar o seu

uso ao bem estar social [na forma do art. 147 da Constituição Federal].

Esse processo de ocupação, de maneira geral, constitui uma verdadeira luta pelo direito à educação, saúde, lazer, cultura e mobilidade. É uma luta pela qualidade de vida, pelo direito à cidade.

Assim, como orientação para o trabalho, foi proposta a seguinte hipótese: a ocupação, mais do que a mera apropriação de uma edificação, seria uma forma de urbanização, um modo de pensar e de produzir a cidade.

Ocupações do centro de São Paulo : um fenômeno diverso

No quadro do processo de decadência do centro de São Paulo, as ocupações, de modo geral, surgem em edifícios cujo abandono se deve à sua obsolescência funcional e à sua localização, que se tornou inapropriada no território metropolitano.

Cada caso, entretanto, tem configuração espacial e história distintas. A função inicial do edifício ocupado (hotel, escritório, cinema, etc.) oferece possibilidades específicas de habitação – e a organização interna de cada ocupação difere, de acordo com o movimento que o administra.

Certos movimentos, como o MSTC, têm adotado regras muito rígidas quanto ao comportamento

dos moradores do edifício ocupado e às obras a realizar – habitações alinhadas, corredores claramente definidos, qualidade das instalações eléctricas, etc. Outros movimentos são mais permissivos – acessos menos controlados, transformações feitas de acordo com as necessidades de cada família, etc.

Além disso, os edifícios ocupados, em princípio, não aceitam que ali se instalem atividades de trabalho. E os rígidos controles à entrada de cada prédio visam principalmente impedir a entrada do comércio de drogas ou de armas.

Regras de convivência devem ser seguidas. Cada ocupante tem também deveres: deve estar em constante atividade, contribuindo para a vida do edifício ocupado pela participação em reuniões, participando da ocupação de outras edificações, assumindo tarefas comunitárias, etc. A exigência de estar sempre em atividade não é uma tarefa fácil, mas quem se recusa a participar, pode ser expulso da ocupação.

O rigor das regras a observar na ocupação também está fortemente relacionado à liderança local. Depende não apenas da personalidade do líder-coordenador, mas também do modo de funcionamento do Movimento envolvido – organização piramidal ou horizontal. Registre-se que hoje, em São Paulo, a liderança dos onze movimentos envolvidos nos edifícios ocupados é exercida por onze mulheres.

O processo de desenvolvimento de uma ocupação pode assumir duas formas principais.

Se for liderado pelos movimentos, torna-se um local de luta permanente. Os movimentos administram e financiam quase tudo: a invasão, a resistência, a permanência, a realização de pequenos trabalhos, feitos aos poucos, de acordo com suas possibilidades financeiras, e até mesmo a ocupação de outros lugares.

Se esse processo tiver forte participação do poder público, pode envolver a realização de grandes reformas, financiadas pelo Programa Minha Casa, Minha Vida – Entidades (PMCMV-E), criado em 2009. Nesse caso, o município impõe a obediência a importantes exigências, relativas à atualização de padrões de uso e construtivos. Os trabalhos realizados são de grande amplitude e, durante a sua realização, os moradores devem encontrar alojamento em outro lugar, muitas vezes em outros edifícios ocupados pelos Movimentos. Depois, a maioria retorna a seu prédio. A sua participação financeira consiste no pagamento de 10% dos seus rendimentos por um período de 10 anos. Um processo desse tipo está em andamento, por exemplo, no Hotel Cambridge.

Aprender com as ocupações observando e projetando: três estudos de caso

José Bonifácio, Rio Branco e Casarão Quintino Bocaiúva foram as ocupações escolhidas pelos organizadores das oficinas. Cada uma

delas encontrava-se em diferentes estágios de avanço.

Os estudantes foram então convidados a desenvolver seus trabalhos com duas perspectivas de projeto:

> “o viável”, o que pode ser feito no curto prazo, “aqui e agora”; ou seja, deveriam propor uma ação concreta que pudesse ser realizada rapidamente por cada equipe da oficina;

> “o estratégico”, isto é, a questão do longo prazo, envolvendo proposições relativas ao “que fazer” quando os ocupantes tivessem os meios necessários (depois de regressar a Paris, a distância ajudou os estudantes da ENSAPLV a desenvolver esta segunda perspectiva).

A ocupação Casarão Quintino Bocaiúva (Rua Quintino Bocaiúva, 242) instalou-se em um lindo sobrado da antiga São Paulo. Consultando a imprensa (*Folha da Manhã*, 1º de janeiro de 1950), ficamos sabendo que este edifício um dia foi ocupado para a realização de leilões e liquidações judiciais e, no primeiro andar, dispunha de escritórios e uma grande sala com alto pé-direito.

A casa teve seu período de glória na primeira metade do século XX, com o crescimento econômico de São Paulo. A sua atividade foi diminuindo ao longo do tempo com a progressiva desertificação do centro da cidade e acabou por ser totalmente abandonada.

Hoje, a fachada da casa, tombada como patrimônio histórico, está parcialmente desfigurada por dois andares de estacionamentos ali posteriormente construídos. O resto da casa, abandonado, foi ocupado por pessoas que procuravam alojamento no centro.

A ocupação ocorreu em 2012 (precisamente no dia 29 de outubro de 2012). Os dois pisos superiores, compostos por divisões com 17m², foram transformados em alojamentos. A grande sala foi ocupada e dividida em dez quartos de apartamentos, sem luz natural ou janelas. Os banheiros são compartilhados. Vivem ali 27 famílias, principalmente casais e alguns solteiros.

Em termos de projeto, surgiu a ideia de pensar no futuro da casa a partir da sala grande (antiga sala de leilões), porque é o espaço mais bonito da casa e porque o alojamento aí instalado é privado de ar e de luz natural. Mas, deveríamos conservar e melhorar as moradias ali existentes? Ou devolver à grande sala o seu esplendor — e, em caso afirmativo, para quê?

Essas questões foram confrontadas com aquelas apresentadas pelo MSTC. Esse Movimento atualmente encontra problemas em duas de suas ocupações-chave: a 9 de Julho, que corre o risco de despejo, e o Hotel Cambridge, cuja reforma feita pelo município pode ser para lisa-da a qualquer momento, por falta de recursos para financiá-la.

O projeto considerou, portanto, que o futuro do Casarão estava atrelado ao futuro do MSTC. Dois cenários foram desenhados. No primeiro, o Casarão foi visto como um local de acolhimento para pessoas vindas de outras ocupações; tratava-se, portanto, de melhorar as condições de todas as habitações e até de construir novas. No segundo cenário, a grande sala voltaria a ser uma sala de reuniões e, assim, se faria do Casarão o novo edifício-base do MSTC.

A ocupação José Bonifácio (Rua José Bonifácio, 237) localiza-se na região da Sé. Ocorreu num edifício construído nos anos 1930-40 para fins comerciais e de serviços, que tem plataformas livres em cada piso, organizadas em torno de um núcleo técnico, composto por uma escada, dois elevadores, dois pontos de água e as redes elétricas.

O prédio, pertencente ao Instituto Nacional do Seguro Social (INSS), foi abandonado nos anos 2000, depois que as atividades do Instituto foram transferidas para outro edifício, localizado na Avenida Paulista.

Em outubro de 2012, o edifício foi tomado pela FLM e um dos seus submovimentos, o MSTC. Segundo depoimentos, era então um depósito de lixo e animais. Atualmente, a ocupação é administrada pelo MMCR, próximo ao MSTC, que também tem interesse em conscientizar e capacitar os moradores. O prédio tem 11 andares, hoje habitados por 118 famílias, ou cerca de 350 pessoas, incluindo 87 crianças.

Se a planta livre de cada andar permitiu uma subdivisão mais ou menos apropriada das habitações, o empreendimento demandou um forte investimento técnico e financeiro por parte dos moradores, para ali instalarem redes de água e energia necessárias, estendidas desde o núcleo técnico até as dez unidades habitacionais existentes em cada andar.

A subdivisão adotada deixou pouco espaço para as áreas comuns, reduzidas ao mínimo e localizadas no andar mais alto. No entanto, existem formas de partilha: lava-roupas de uso comum, uma oficina de construção para a ocupação, cozinha para várias pessoas, etc. Estas atividades surgiram nos 11 pisos, segundo as iniciativas, necessidades e desejos dos moradores. O andar térreo, por sua vez, tornou-se o espaço comunitário, com sala para reuniões, festas e outras cerimônias, biblioteca, brinquedoteca e escritório do movimento.

A questão dos "espaços comuns" pareceu central nesse caso, porque é a que mais preocupa a comunidade no que diz respeito às ações em andamento. Dois projetos foram delineados:

- > a curto prazo: criar uma brinquedoteca no andar térreo (o trabalho foi realizado durante a oficina por trabalhadores do movimento);
- > a médio prazo: está prevista uma obra nos termos do Programa Minha Casa, Minha Vida Entidades, que deverá permitir a reabilitação e adequação do edifício (que prevê a eliminação

de 23 moradias), devendo todos os habitantes abandonar as instalações durante esses trabalhos. No entanto, dado a postura do governo contra as ocupações, são prováveis os cortes de financiamento, o que levou à proposta de um projeto alternativo, tendo “o bem comum” como guia das ações e prevendo que os ocupantes continuariam a residir no local durante as obras.

A Ocupação do Rio Branco está instalada em três prédios contíguos construídos em 1960-70, cada um com seu programa preciso: dois hotéis (nº 47, um prédio de 3 andares; nº 53, um prédio de 6 andares) de cada lado de uma sala de cinema (nº 49).

Desde 2011, a ocupação de Rio Branco é controlada por dois movimentos ligados à FLM: no nº 47, o MSTC; no nº 53, o MMRC. Os três edifícios abrigam 142 famílias, ou 550 pessoas, em unidades habitacionais de 5 a 20 m².

Originalmente pensados para residência, os dois hotéis foram de fácil aproveitamento, pois cada quarto-habitação tinha um banheiro iluminado e ventilado. As moradias adicionadas na cobertura possuem instalações sanitárias comuns. A maioria das acomodações são residências permanentes.

Era mais difícil a transformação da sala de cinema, escura e sem ventilação, em habitação. A sala e o palco foram, no entanto, ocupados por dez quartos de apartamentos, utilizando-se as instalações sanitárias públicas do cinema como

banheiros. Desconfortáveis, estes apartamentos estão sujeitos a uma grande rotatividade de ocupantes, mas, de qualquer forma, atendem a uma demanda para estadias curtas.

A ocupação do prédio do cinema foi resultado das ações de dois movimentos distintos: a sala de cinema foi ocupada pelo MSTC; o térreo, uma espécie de garagem, que serve como salão de jogos e ponto de encontro, foi ocupado pelo MMRC.

Até recentemente, os dois movimentos não dialogavam entre si. No entanto, as reuniões foram retomadas. Esta nova situação foi tomada como uma primeira oportunidade de projeto. A partir daí, três disposições possíveis foram imaginadas:

> com a retomada das discussões entre os dois movimentos, imaginou-se um projeto conjunto, comunitário. Com intervenções simples, o andar térreo poderia tornar-se a Passagem Jomarina Carmen (nome das duas coordenadoras), onde seriam oferecidos serviços para a ocupação e o bairro; a sala de cinema, pouco adequada para moradia, poderia ser transformada em ponto de encontro dos movimentos;

> foi proposto ainda um projeto técnico de execução à curto prazo (micro-ações), visando: facilitar a ventilação de cada ambiente; a criação de uma lavanderia coletiva, com a retirada das atividades localizadas junto às áreas molhadas; e a melhoria da ventilação, redefinindo a distri-

buição na fachada, o que possibilitaria também a ampliação das habitações;

> um projeto urbano no terreno do hotel-cinema-hotel e junto aos dois grandes parques de estacionamento adjacentes, que foram recentemente objeto do projeto Cidade do Circo, o Projeto Academia Piolin de Artes Circenses, gerido pela prefeitura, mas inviabilizado pelos movimentos. Portanto, se o município já viu a possibilidade de considerar esses terrenos para um projeto, poderia realizar ali um outro, voltado para habitação social, realizado com recursos do Programa Minha Casa, Minha Vida - Entidades.

A importância dos projetos para um movimento

Carmen Silva, coordenadora do MSTC, nos ajuda a concluir esse relato da extraordinária experiência da oficina “Ocupações : moradia, luta e resistência em São Paulo”.

Para ajudar uma ocupação, é preciso, segundo ela, diversas e múltiplas habilidades. Mas ela insiste na importância de ter projetos que sejam úteis não só tecnicamente, mas também e sobretudo politicamente, porque permitem sustentar suas reivindicações. A militância é necessária, mas é importante também apresentar propostas: “Ter projetos é dotar-se de instrumentos políticos para reivindicar direitos e obter ajuda”!

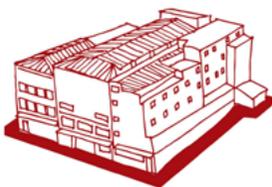
CROISSANCE DU CENTRE DE SÃO PAULO

Un centre qui se vide à partir des années 60



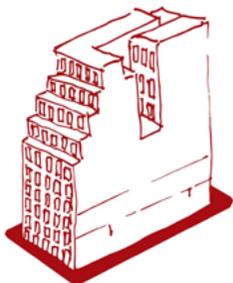
CASARÃO

En développement



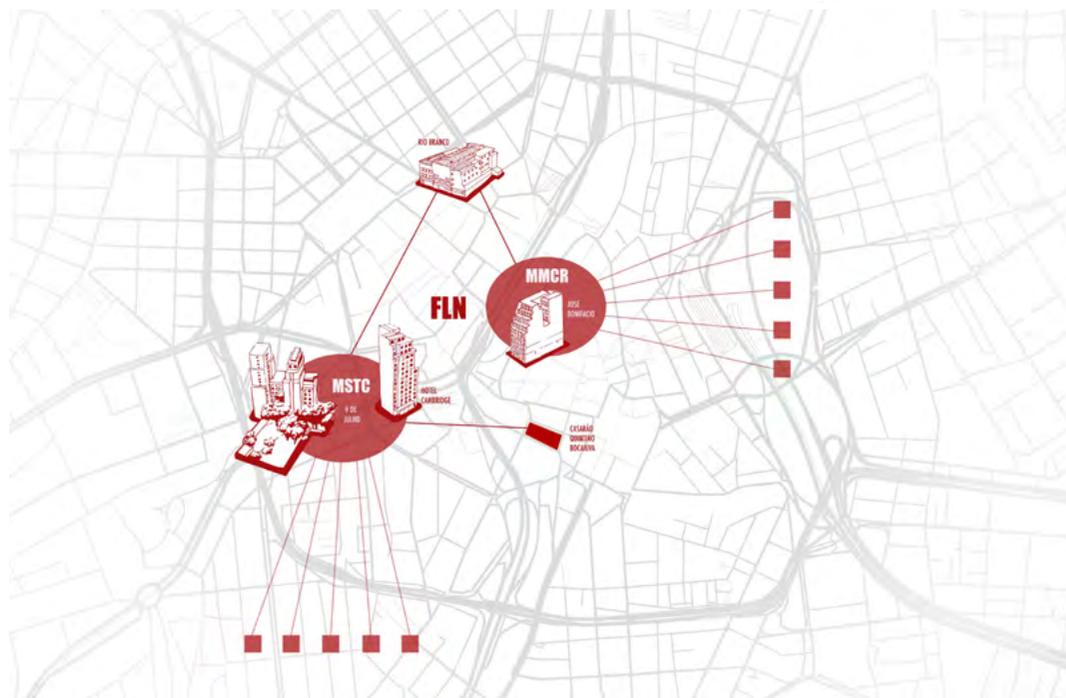
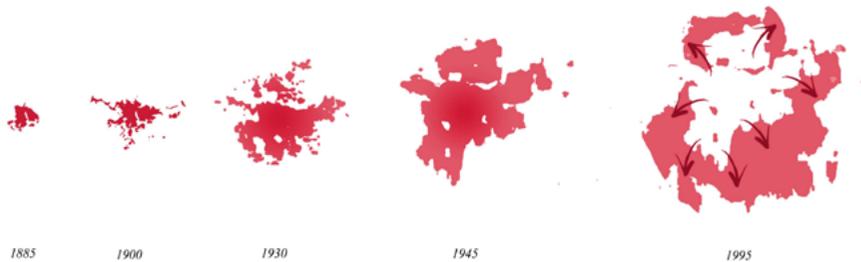
RIO BRANCO

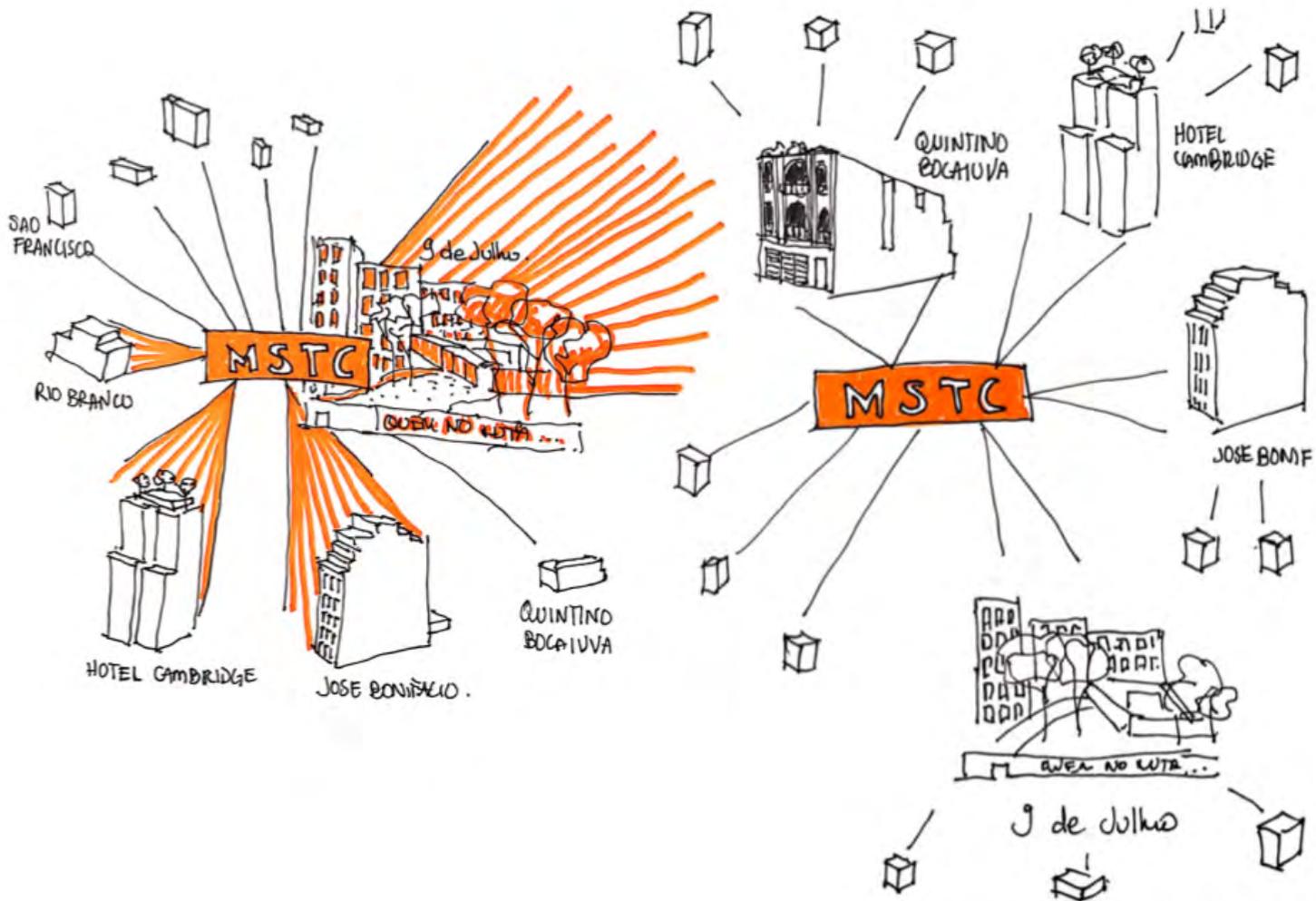
Projet "en négociation"



JOSÉ BONIFÁCIO

Projet "en cours"







Moradia 2

Moradia 1



23°S



5 anos



Dia inteiro

Les occupants de l'Hôtel 53



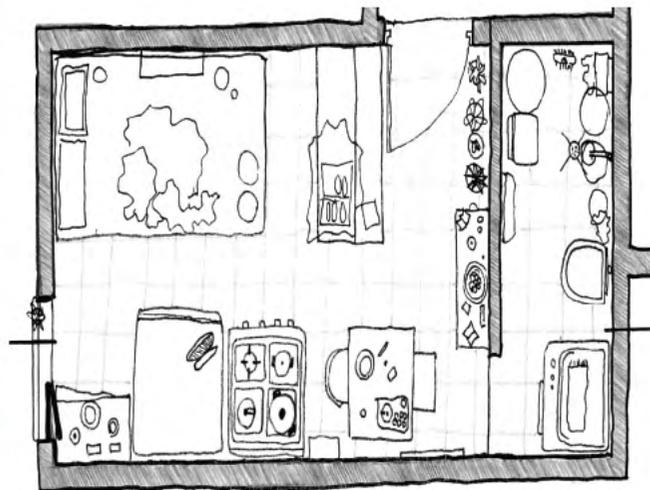
Nilda

Appartement du premier étage

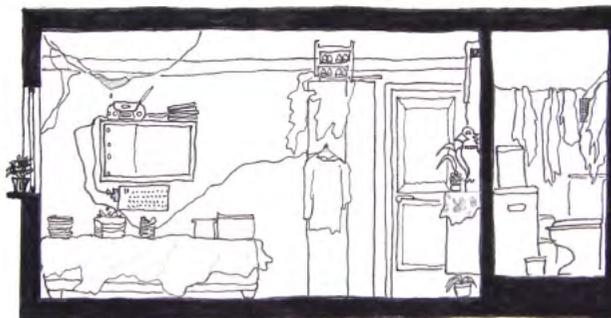
Arrivée à Sao Paulo en 1964 pour faire ses études, elle est aujourd'hui infirmière.

Suite au décès de son mari, elle va vivre à Rio où elle achète des terres. Dix ans après, elle perd ses trois enfants dans un accident de voiture. N'ayant personne à qui faire appel, Nilda a tenté de s'inscrire à divers programmes de logement, sans succès. C'est alors qu'elle a rencontré le FLM et a rejoint le mouvement.

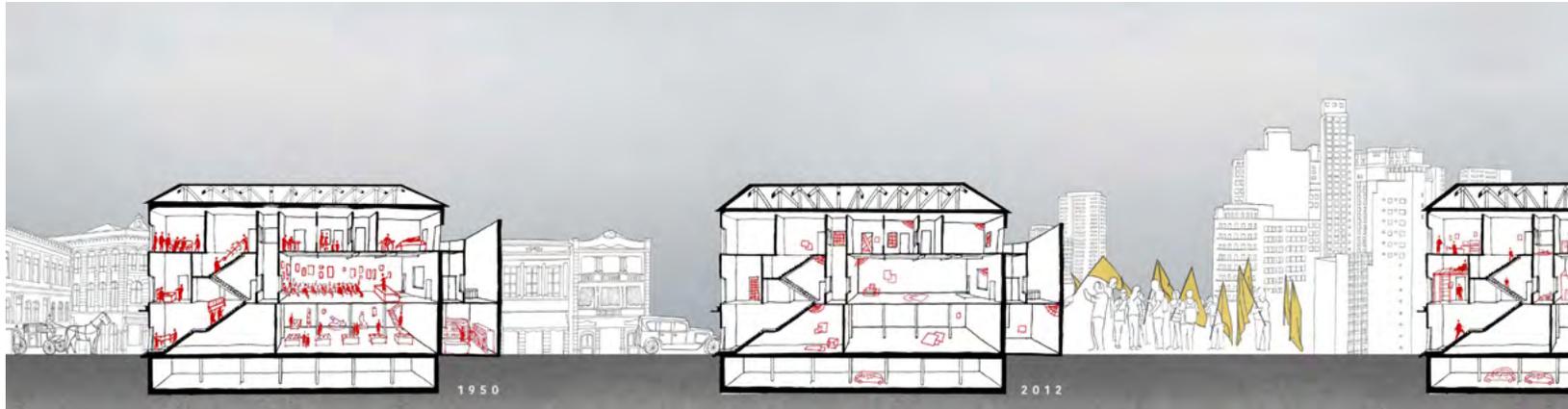
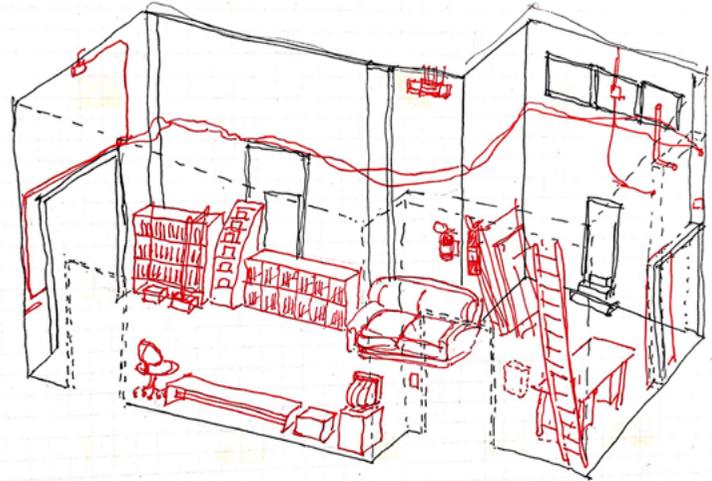
Depuis ce jour, il y a huit ans, elle habite au 53 Rio Branco.

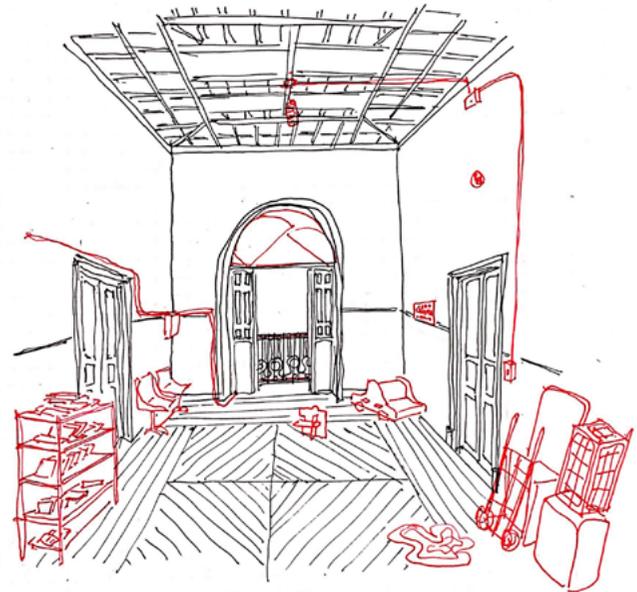
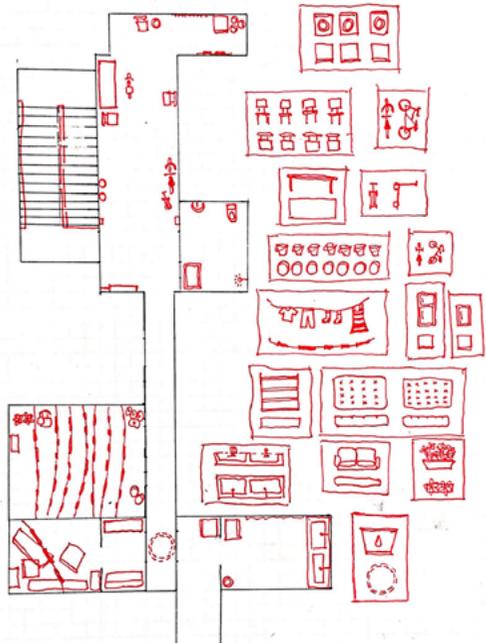


Plan habité du logement de Nilda



Coupe habitée du logement de Nilda







SEJA BEM VINDO A JOSÉ BONIFÁCIO

23'S

